



Conseil économique et social

Distr. limitée
6 juillet 2004
Français
Original: anglais

Comité du programme et de la coordination

Quarante-quatrième session

7 juin-2 juillet 2004

Point 8 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa quarante-quatrième session

Projet de rapport

Rapporteur : M. Hitoshi **Kozaki** (Japon)

Additif

Projet de cadre stratégique pour la période 2006-2007 Deuxième volet : plan-programme biennal

Point 3 b)

Programme 20

Opérations de protection et d'assistance en faveur des réfugiés

1. À sa 16^e séance, le 18 juin 2004, le Comité du programme et de la coordination a examiné le programme 20 (Opérations de protection et d'assistance en faveur des réfugiés) du projet de plan-programme biennal pour la période 2006-2007 [A/59/6 (Prog. 20)].
2. Le représentant du Secrétaire général a présenté le programme 20 et répondu aux questions posées pendant l'examen du programme par le Comité.

Examen de la question

3. Le programme et la série d'activités entreprises, en particulier celles visant à réduire les déplacements de population et à offrir des solutions durables, ont été largement soutenus. À cet égard, on s'est déclaré favorable au développement du cadre dans lequel doivent s'inscrire des solutions durables, qui visent à assurer une approche intégrée du rapatriement, de la réinsertion, du relèvement et de la reconstruction.



4. On a fait observer que la réalisation des objectifs énoncés dans le programme était essentielle pour le succès de la mission du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). L'accent mis par le programme sur les capacités et besoins particuliers des femmes, des enfants et des personnes âgées réfugiés a également été favorablement accueilli. Le HCR a été prié instamment de mettre en œuvre, lors des opérations sur le terrain, les recommandations découlant des évaluations récentes des services destinés aux femmes, aux enfants et aux communautés.
5. L'importance des activités du HCR en faveur des déplacés a été soulignée. On a estimé que l'expression « déplacement forcé de population » était une expression générique qui englobait à la fois les réfugiés et les déplacés.
6. La question de l'insertion à l'échelon local a été examinée, de même que la notion d'autonomie, dont les objectifs étaient plus vastes que ceux de l'insertion locale puisqu'elle tenait aussi compte de la dignité des réfugiés. On a mis l'accent sur le respect de la dignité humaine, qui constituait un aspect fondamental des activités du HCR.
7. On a pris note du changement général d'orientation du projet de plan-programme biennal pour la période 2006-2007 par rapport au plan à moyen terme pour la période 2002-2005 ainsi que de la large place accordée à la protection. On a émis l'avis que le programme devrait être davantage axé sur la question du rapatriement.
8. Le fait que le HCR manque de personnel pour assurer la protection sur le terrain a suscité des inquiétudes. L'importance de la planification des interventions d'urgence de même que le rôle crucial de la coordination entre les intervenants sur le terrain ont été soulignés. La question de l'action du HCR en cas d'actes de violence de la part des réfugiés a été soulevée. On a expliqué que la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 autorisait l'expulsion d'un réfugié pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public (art. 32). On a déclaré que tout était mis en œuvre pour préserver le caractère civil et humanitaire des camps et installations de réfugiés.
9. On s'est félicité de l'introduction pendant l'été de 2004, du nouveau système d'enregistrement normalisé (projet Profil) ainsi que de la prise des premières mesures pour mettre en œuvre un nouveau système de suivi de la gestion des finances et de l'approvisionnement.
10. On s'est déclaré préoccupé par l'absence d'accord uniforme sur l'interprétation du processus « Convention plus ». On a indiqué que le régime juridique des réfugiés était un régime international et que l'élaboration d'accords multilatéraux risquait de fragmenter un principe universel. On a expliqué que le processus « Convention plus » était un mécanisme pragmatique couvrant une série d'interventions (telles que la prévention et l'assistance) pour offrir des solutions durables aux réfugiés. On a souligné que tous les États devaient appliquer les normes internationales relatives au traitement des réfugiés, en particulier celles s'appliquant à leur retour.
11. On a estimé que le cadre logique pourrait être élargi en y incorporant des indicateurs de succès au niveau régional et en y introduisant une mention du niveau des textes portant autorisation du cadre du HCR visant à offrir des solutions

durables. Il a en outre été proposé de réintroduire des éléments du cadre logique du projet de budget-programme pour la période 2004-2005.

Conclusions et recommandations

12. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver le texte explicatif du programme 20 (Opérations de protection et d'assistance en faveur des réfugiés) du projet de cadre stratégique pour la période 2006-2007, sous réserve des modifications ci-après :

Orientation générale

Paragraphe 20.2

À la septième ligne, insérer, après « le HCR », « , agissant en coopération avec le Coordonnateur des secours d'urgence des Nations Unies (voir résolution 58/153), ».

Paragraphe 20.5, alinéa a)

Insérer « , y compris, le cas échéant, des accords » entre « stratégies générales » et « s'inscrivant ».

Paragraphe 20.5, alinéa e)

Insérer « de ses programmes de protection et » après « dans les divers aspects ».

Sous-programme 1

Réalisations escomptées (Secrétariat)

Remplacer l'alinéa c) par ce qui suit : « Meilleure protection des femmes et des enfants réfugiés ».

Indicateurs de succès

Insérer l'alinéa suivant : « c) iii) Augmentation du nombre de fonctionnaires du HCR formés à la conduite à suivre face à des femmes et à des enfants ».

Dans l'indicateur de succès e) i), insérer « de leur plein gré » après « retournent » et ajouter, après « forcé », « dans le cadre de programmes de rapatriement ».

Dans l'indicateur de succès e) ii), remplacer « réinstallées dans des pays tiers » par « pour lesquelles des solutions durables sont trouvées ».

Remplacer l'indicateur de succès e) iii) par le texte suivant : « Augmentation du nombre d'acteurs participant à des activités visant à promouvoir l'autonomie des rapatriés et à apporter un appui aux pays hôtes et aux pays d'origine pour faciliter la recherche de solutions durables ».

Paragraphe 20.7

Dans la dernière phrase, insérer les mots « y compris, le cas échéant, » avant le membre de phrase « au moyen du processus “Convention plus” ».

Sous-programme 2

Objectif de l'Organisation

Insérer le membre de phrase « jusqu'à ce que les bénéficiaires aient été effectivement réinsérés dans leur communauté d'origine, tout » après l'expression « dès qu'une situation d'urgence se déclare ».

Réalisations escomptées (Secrétariat)

Ajouter les paragraphes suivants :

« d) Nouvelle amélioration des niveaux de préparation et de planification des interventions d'urgence du HCR;

e) Progrès dans le renforcement de la capacité locale de faire face aux problèmes de réfugiés;

f) Promotion de la coopération opérationnelle en vue de mieux aider les populations dont s'occupe le HCR, grâce au versement de contributions volontaires suffisantes par la communauté internationale, selon les principes du partage des charges et de la solidarité internationale ».

Indicateurs de succès

À l'alinéa a) i), supprimer « dans les camps » et ajouter, après « réfugiés », « mis en place par le HCR et autres améliorations quantifiables apportées par le HCR pour pourvoir aux nécessités de base des réfugiés ».

À l'alinéa b), remplacer « relevant du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement » par « coordonnées prises par les organismes compétents des Nations Unies ».

Ajouter les alinéas suivants :

« d) Nombre de préparatifs et de plans d'urgence élaborés pour répondre aux situations d'urgence éventuelles concernant les réfugiés;

e) Nombre de pays recevant une assistance du HCR pour renforcer leur capacité de faire face aux problèmes de réfugiés;

f) i) Nombre d'organismes gouvernementaux apportant un soutien aux pays accueillant/réintégrant des réfugiés conformément à la stratégie de rapatriement, de réinsertion, de relèvement et de reconstruction du Haut Commissaire;

f) ii) Augmentation suffisante du montant des contributions volontaires versées par la communauté internationale;

f) iii) Nombre de réfugiés recevant une assistance et rapatriés ou pour lesquels d'autres solutions durables sont trouvées, le cas échéant ».

Paragraphe 20.9

Remplacer ce paragraphe par le nouveau texte ci-après :

« Dans ses activités d'assistance, le HCR s'efforcera de favoriser l'autonomie des rapatriés et, si possible, celle des réfugiés plutôt que d'accroître leur dépendance. En collaboration étroite avec ses partenaires, il a mis au point un cadre permettant d'offrir des solutions durables. L'objectif sera de veiller à ce que les activités d'assistance du HCR visent à apporter une solution durable à la situation des réfugiés. Les activités qui relèveront de ce cadre seront axées, selon que de besoin, sur les éléments suivants : i) mettre l'aide au développement et l'assistance humanitaire au service des réfugiés en ciblant davantage les pays et les zones qui accueillent un grand nombre de réfugiés sur de longues périodes; ii) mettre en place des programmes dits des "4R" en faveur des rapatriés et des personnes déplacées relevant du HCR (le lien pourra ainsi être assuré entre le rapatriement, la réintégration, le relèvement et la reconstruction). En outre, les programmes, grâce à une approche propre aux pays, offriront un cadre général à la coopération institutionnelle entre le HCR et ses partenaires du développement et feront partie intégrante des stratégies de transition; iii) promouvoir une stratégie de développement adéquate dans les régions où l'intégration locale des réfugiés est acceptable pour le pays hôte. Le HCR mettra en œuvre ce cadre à travers, notamment, les travaux du Groupe des Nations Unies pour le développement dont il est membre et, pour ancrer le retour dans leur communauté d'origine des personnes déplacées par la force, il continuera de veiller à ce que les efforts de développement en général et l'aide humanitaire soient liés. À cet égard, il coopérera étroitement, lors de l'élaboration des programmes, avec les organismes de développement et les institutions financières internationales pour assurer une approche globale de la planification des programmes. »

13. Le Comité a souligné que l'aide visée au paragraphe 20.9 devait dans toute la mesure possible être additionnelle et ne pas entraîner de réaffectation d'une autre aide de quelque forme que ce soit dont le pays hôte bénéficierait sur le plan bilatéral ou multilatéral.